

## Circulaire académique du mouvement intra-académique des conseillers principaux d'éducation et psychologues de l'éducation nationale 2019

### Sommaire

#### **1. Les principes généraux**

- 1.1. Les participants
- 1.2. Les postes proposés au mouvement
- 1.3. La formulation des vœux
- 1.4. Les postes spécifiques académiques
- 1.5. La confirmation des demandes
- 1.6. Le traitement des vœux
- 1.7. Les résultats du mouvement
- 1.8. La phase d'ajustement

#### **2. Les bonifications liées à la situation familiale**

- 2.1. Rapprochement de conjoints
- 2.2. Mutations simultanées entre 2 conjoints fonctionnaires
- 2.3. Autorité parentale conjointe
- 2.4. Situation de parent isolé

#### **3. Les bonifications liées au handicap ou à une situation médicale ou sociale grave**

- 3.1. Bonifications pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- 3.2. Bonifications au titre d'une situation médicale ou sociale grave

#### **4. Les bonifications liées à l'éducation prioritaire**

#### **5. Les bonifications liées à une mesure de carte scolaire**

- 5.1. Modalités de sélection des personnels concernés par une mesure de carte scolaire
- 5.2. Barème pour les personnels concernés par une mesure de carte scolaire

#### **6. Les bonifications liées à certaines situations personnelles ou administratives**

- 6.1. Réintégration à divers titres
- 6.2. Personnels en détachement appartenant précédemment à un autre corps de la fonction publique
- 6.3. Stagiaires
- 6.4. Sportifs de haut niveau

#### **7. Les bonifications de valorisation de certains vœux d'affectation**

- 7.1. Vœu préférentiel
- 7.2. Stabilisation des titulaires sur zone de remplacement
- 7.3. Affectation en éducation prioritaire

#### **8. Les éléments communs pris en compte, liés à l'ancienneté**

- 8.1. Ancienneté de service (échelon)
- 8.2. Ancienneté de poste

## Liste des annexes

I – Synthèse des critères de classement (barème)
II a – Imprimé pour le dossier de demande de bonification au titre du handicap ou d'une situation médicale grave
II b – Imprimé pour le dossier de demande de bonification au titre d'une situation sociale grave
III – Imprimé logement de fonction des CPE
IV – Liste des groupements de communes
V – Zones de Remplacement
VI – Ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension
VII – Procédure d'accès à SIAM via I-PROF

## Calendrier

<b>Du 18 mars 0h00 au 31 mars 2019 minuit</b>	<b>Saisie des vœux par S.I.A.M. via I-Prof</b> <a href="https://intra.ac-reims.fr">https://intra.ac-reims.fr</a>
<b>1<sup>er</sup> avril 2019</b>	Date limite du dépôt des dossiers formulés : - au titre du handicap auprès du médecin de prévention du rectorat - au titre d'une situation sociale grave auprès de l'assistante sociale du département.
<b>1<sup>er</sup> avril 2019</b>	Envoi par les services rectoraux et réception dans les établissements des formulaires de confirmation.
<b>5 avril 2019</b>	Date limite de transmission au Rectorat (DPE 3) des dossiers de mutation accompagnés des pièces justificatives éventuelles par : 1- les chefs d'établissement, les DCIO 2- les personnels actuellement en poste dans une autre académie et les personnels de l'académie devant réintégrer.
<b>Du 8 au 30 avril 2019</b>	Traitement et contrôle des barèmes par le rectorat.
<b>30 avril 2019 (9h15)</b>	Groupe de travail sur les bonifications attribuées au titre du handicap et des situations médicales ou sociales graves.
<b>6 mai 2019 (9h15)</b>	Groupe de travail relatif aux affectations sur postes spécifiques académiques.
<b>Du 1<sup>er</sup> au 8 mai 2019</b>	Affichage des barèmes. ⇒ Demande écrite de révision de barèmes en cas de contestation.
<b>14 mai 2019</b>	Tenue des groupes de travail sur la vérification des vœux et barèmes : 14 mai : CPE (14h15) PSYEN (15h30)
<b>Du 12 au 14 juin 2019</b>	Tenue des CAPA d'affectation : - 12 juin : CAPA des CPE (9h15) - 14 juin : CAPA des PSYEN (9h30)
<b>Du 17 au 23 juin 2019</b>	Saisie des vœux des TZR
<b>1<sup>er</sup> juillet 2019</b>	Groupe de travail pour l'affectation des TZR sur moyens provisoires et les rattachements, et groupes de travail sur les révisions d'affectation, affectations provisoires : - 1 <sup>er</sup> juillet : CPE (14h) et PSYEN (15h30)

# 1. Les principes généraux

## 1.1. Les participants

### Les participants obligatoires :

- les titulaires ou stagiaires (devant être titularisés à la rentrée scolaire 2019) nommés dans l'académie à la suite de la phase inter-académique du mouvement, à l'exception des agents qui ont été retenus par l'administration centrale pour une affectation sur poste spécifique.
- les personnels faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire à la rentrée scolaire 2019.
- les agents devant réintégrer.
- les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnel d'enseignement, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale ne pouvant être maintenus sur leur poste (ex : professeur des écoles devenant CPE par concours).

### Les participants volontaires :

- les titulaires de l'académie souhaitant changer d'affectation dans l'académie.
- les titulaires, gérés par l'académie, souhaitant réintégrer après une disponibilité, un congé avec libération de poste ou une affectation sur poste adapté.
- les titulaires, ainsi que les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale pouvant être maintenus sur leur poste, mais souhaitant changer d'affectation dans l'académie.
- les personnels gérés hors académie (détachement, affectation en Collectivités d'Outre-Mer), ou mis à disposition, sollicitant un poste dans leur ancienne académie.

3

### Les psychologues de l'éducation nationale

- Les psychologues de l'éducation nationale de la spécialité « éducation, développement et conseil en orientation » (2<sup>nd</sup> degré) participent au mouvement intra-académique selon les règles communes présentées dans cette circulaire.
  - Les psychologues de l'éducation nationale de la spécialité « éducation, développement et apprentissage » (1<sup>er</sup> degré) participent au mouvement 2019 selon les modalités suivantes :
    - \* Les ex-professeurs des écoles psychologues scolaires ayant opté pour une **intégration définitive dans le corps des psychologues de l'éducation nationale** doivent participer, s'ils souhaitent obtenir une nouvelle affectation, au mouvement intra-académique des personnels d'enseignement, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale.
    - \* Les professeurs des écoles psychologues scolaires **actuellement détachés** dans le corps des psychologues de l'éducation nationale doivent également, s'ils souhaitent changer d'affectation en qualité de psychologue de l'EN, participer au mouvement intra-académique.
- Les professeurs des écoles détenteurs du DEPS souhaitant obtenir un poste de psychologue de l'éducation nationale pourront participer au mouvement intra-académique des PSYEN sous réserve d'avoir obtenu un détachement dans ce corps conformément à la note de service n° 2018-141 du 3 décembre 2018.

## 1.2. Les postes proposés au mouvement

Les candidats disposeront sur le site internet de l'académie de Reims <http://www.ac-reims.fr> (rubrique « personnel » > Mouvement intra-académique 2019 des CPE et PsyEN) :

- de la liste indicative des postes vacants en établissement (éventuellement mise à jour)

Cette liste comprend notamment les postes vacants suite à :

- des départs en retraites intervenant au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2019,
- des personnels placés en CLD à demi-traitement,  
*Dans ces deux cas, le titulaire du poste le libère au 1<sup>er</sup> septembre 2019 et il est affecté à titre provisoire sur zone de remplacement avec un rattachement administratif dans son dernier établissement.*
- des mutations obtenues au mouvement inter-académique,
- des agents ayant achevé une reconversion professionnelle aboutissant à un changement de discipline ou de corps validé par la production d'un arrêté ministériel,
- des agents affectés sur poste adapté,
- de toute autre position administrative impliquant une vacance de poste (disponibilité, détachement après production de l'arrêté ministériel ...).

**Les candidats ont tout intérêt à ne pas limiter leurs vœux à cette liste puisque tout poste est susceptible de devenir vacant :**

- l'octroi d'une mutation génère simultanément une vacance de poste,
- les postes libérés entre le 18 mars et les réunions des instances paritaires prévues dans la deuxième quinzaine du mois de juin seront offerts au mouvement.

### 1.3. La formulation des vœux

Les demandes doivent être formulées **du 18 mars 2019 (0h00) au 31 mars 2019 à minuit** dans le Système d'Information et d'Aide pour les Mutations (SIAM) accessible par **I-PROF** (Cf. **annexe VII** pour accéder à SIAM via I-PROF).

Pour saisir leurs vœux, les personnels utiliseront leur identifiant et mot de passe de messagerie académique.

Les candidats disposeront sur SIAM :

- des codes nécessaires pour la formulation de chaque type de vœux (vœux établissement, vœux commune...).
- d'une liste indicative des postes vacants en établissement (implantation, exigences particulières éventuelles).

Le nombre de vœux possible est fixé à **20**.

#### Les types de vœux pouvant être formulés :

<b>Etablissement &gt; vœu ETB</b>	Lycée, collège	
<b>Commune &gt; vœu COM</b>	Tout établissement dans la commune	
<b>Groupement de communes &gt; vœu GEO</b>	Tout établissement faisant partie de ce groupement	Cf. <b>annexe IV</b>
<b>Département &gt; vœu DPT</b>	Tout établissement dans le département	
<b>Académie &gt; vœu ACA</b>	Tout établissement dans l'Académie	Code : ACA 19
<b>Vœu ZRE (PSY-EDU)</b>	Zone de remplacement précise	attention à la saisie : codes : <b>annexe V</b>
<b>Vœu ZRD</b>	Toute zone de remplacement du département	Codes (PSY-EDU) : ZRD 008 - ZRD 010 - ZRD 051 - ZRD 052
<b>Vœu ZRA</b>	Toute zone de remplacement de l'Académie	Code : ZRA 19

#### Vœux sur des établissements

- ◆ précis,
- ◆ d'une ou de plusieurs communes,
- ◆ d'un ou de plusieurs groupements de communes (cf. **annexe IV, liste des groupements de communes**),
- ◆ d'un ou de plusieurs départements,
- ◆ de toute l'académie.

Pour les 4 derniers types de vœux :

- les candidats pourront préciser le type d'établissement souhaité
- si l'un de ces vœux inclut l'établissement de l'affectation définitive actuelle, celui-ci et les suivants seront supprimés par le service gestionnaire.

### Vœux des PsyEN EDA :

Les psychologues de l'éducation nationale de la spécialité « éducation, développement et apprentissage » peuvent formuler des **vœux précis sur des circonscriptions 1<sup>er</sup> degré**. Ils peuvent aussi formuler un vœu large au niveau d'un département. Ce vœu ciblera alors toutes les circonscriptions du département.

De plus, les PSYEN EDA ont la possibilité d'indiquer la ou les écoles de rattachement souhaitées pour chaque circonscription demandée. Pour cela, ils enverront une liste des écoles classées par ordre de préférence, sur papier libre joint à leur accusé de réception, au service DPE 3.

### Logement de fonction des CPE :

Les **personnels d'éducation** indiqueront s'ils souhaitent **être logés** sur le document papier joint en **annexe III**. Pour les vœux portant sur un établissement précis, cette indication constituera un élément **déterminant** de la demande. Pour les autres types de vœux, le type de poste souhaité (logé, non logé, indifférent) sera considéré comme indicatif. La liste des postes logés pourra être consultée sur le site internet de l'académie. Les personnels concernés devront s'assurer eux-mêmes que la nature et la composition du logement afférent au poste sollicité répondent à leurs attentes. Aucune modification ultérieure ne saurait intervenir dès lors qu'ils auront obtenu une affectation conforme à leur demande.

### Vœux sur des zones de remplacement (concerne les CPE) :

- ♦ précises,
- ♦ d'un ou de plusieurs départements,
- ♦ de toute l'académie.

Les aires géographiques des zones de remplacement figurent en **annexe V**.

**A ce stade du mouvement, les titulaires d'une zone de remplacement ne souhaitant pas en changer n'ont pas à saisir de préférences dans I-Prof. Ils seront sollicités dans la phase d'ajustement (Cf. 1.8).** Par ailleurs, les postes en ZR libérés par le jeu du mouvement ne seront pas nécessairement offerts au mouvement dans la mesure où l'objectif prioritaire est la couverture des postes définitifs en établissement.

## **1.4. Les postes spécifiques académiques**

Ces postes spécifiques académiques « SpéA » font l'objet d'affectations hors barème. Sont notamment considérés comme tels, après avis du comité technique académique :

- un poste de CPE dans un EREA : *l'affectation ne peut être obtenue que par un vœu précis établissement (ETB). J'attire votre attention sur la particularité des postes en EREA dans le cadre de l'enseignement adapté. Il s'agit de missions éducatives auprès d'adolescents en difficultés scolaires graves et durables afin de permettre la prévention des difficultés d'apprentissage ou de leur aggravation et de favoriser la réussite scolaire des élèves.*
- un poste de CPE au CREPS
- les postes de psychologues de l'éducation nationale (spécialité « éducation, développement et conseil en orientation » sur des fonctions académiques, autres que ceux retenus comme postes spécifiques nationaux dans la phase inter-académique.

Des fiches de postes seront disponibles sur le site internet de l'académie.

Le candidat à un poste spécifique doit **positionner son vœu en n°1.**

**Les candidats à un poste spécifique académique devront saisir leur vœu sur SIAM, entre le 18 mars et le 31 mars 2019. Sur l'application, ils devront obligatoirement saisir leur CV et leur lettre de motivation.**

L'avis des chefs d'établissement et des corps d'inspection sera requis avant l'examen en groupe de travail, pour l'ensemble des postes liés aux compétences requises, l'affectation tenant compte des compétences du candidat (à compétences égales, le barème départagera les candidats).

## 1.5. La confirmation des demandes

Après clôture de la période de saisie des vœux, chaque candidat recevra du rectorat un **formulaire de confirmation**, soit par l'intermédiaire de son établissement d'affectation, soit directement à son domicile s'il est détaché, en disponibilité, en congé parental ou hors académie.

**Les personnels actuellement en poste dans l'académie**, y compris les stagiaires ayant participé au mouvement inter-académique et affectés dans l'académie, **remettront ce formulaire de confirmation, dûment signé et accompagné éventuellement des pièces justificatives numérotées, à leur supérieur hiérarchique** qui vérifiera les pièces justificatives et complètera, s'il y a lieu, la rubrique relative à l'exercice de fonctions dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire ou en établissement précédemment classé « APV » (Affectation à caractère Prioritaire justifiant une Valorisation).

**L'ensemble du dossier de confirmation sera transmis au Rectorat par le supérieur hiérarchique pour le 5 avril 2019 dernier délai.**

**Les personnels actuellement en poste dans une autre académie** transmettront directement l'ensemble du dossier au Rectorat de Reims (DRH-DPE3) **pour le 5 avril 2019 dernier délai.**

Ils ne devront pas transmettre les pièces justificatives fournies lors du mouvement inter-académique 2019.

**Les personnels devant réintégrer** transmettront directement leur dossier au Rectorat de Reims (DRH-DPE3) **pour le 5 avril 2019 dernier délai.**

**Il est rappelé, qu'en signant le formulaire de confirmation de demande de mutation, les personnels s'engagent à accepter obligatoirement l'affectation qu'ils auront reçue dans le cadre du mouvement.**

**Les demandes tardives de participation au mouvement** ou de modification relevant de l'article 6 de l'arrêté rectoral du 25 février 2019 (cas de force majeure), ainsi que les demandes d'annulation, seront **acceptées jusqu'à 10 jours avant la tenue de l'instance** paritaire académique concernée.

## 1.6. Le traitement des vœux

Les demandes sont étudiées sur la base d'un **barème académique** précisé dans les points 2 et suivants et synthétisé sur le tableau de l'**annexe I**. Il prend en compte les éléments liés à la situation des personnels :

- Les priorités légales prévues par **l'article 60 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984** portant statut de la fonction publique d'Etat : le rapprochement de conjoint, les personnels handicapés, les agents travaillant dans les établissements situés dans les quartiers urbains où se posent des problèmes

sociaux et de sécurité particulièrement difficiles, les personnels ayant leurs intérêts matériels et moraux dans les départements et collectivités d'outre-mer.

- Les autres critères de priorité de mutation ajoutés par le décret n°2018-303 du 25 avril 2018 :
  - o 1° La situation de l'agent qui sollicite un rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant ;
  - o 2° La situation de l'agent affecté dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement ;
  - o 3° La situation de l'agent affecté dans un emploi supprimé en raison d'une modification de la carte scolaire ;
  - o 4° Le caractère répété d'une même demande de mutation ainsi que son ancienneté ;
  - o 5° L'expérience et le parcours professionnel de l'agent.

7

La vérification et le contrôle des barèmes seront effectués **du 8 au 30 avril 2019**. L'affichage des barèmes aura lieu **du 1<sup>er</sup> au 8 mai 2019**. En cas de désaccord avec le barème retenu, la correction doit être demandée par écrit, auprès de la DPE 3, **pour le 8 mai 2019, dernier délai**.

Les groupes de travail se réuniront **le 14 mai 2019** pour examiner les vœux et barèmes.

Le classement des participants au mouvement est opéré par l'intermédiaire d'un traitement algorithmique.

### La procédure d'extension de vœux (cf Annexe VI) :

Si aucun des vœux du candidat n'a pu être satisfait et si ce dernier doit obligatoirement recevoir une affectation à la rentrée, sa demande est traitée selon la procédure d'extension des vœux. Celle-ci consiste techniquement à ajouter des vœux supplémentaires à ceux exprimés par le candidat.

Le traitement s'effectue à partir du 1<sup>er</sup> vœu exprimé par le candidat et en prenant en compte le barème le moins élevé parmi ceux attachés à ses vœux. Pour l'extension, seuls les éléments de barème suivants sont pris en compte :

- o partie fixe du barème (ancienneté de poste et ancienneté de service)
- o points éventuels de rapprochement de conjoints et d'enfants, de mutation simultanée, d'autorité parentale conjointe, de bonification handicap, médicale ou sociale

Ces points ne sont pris en compte que s'ils sont présents sur tous les vœux et seule est retenue la plus petite valeur parmi tous les vœux.

En fonction de la table d'extension créée dans l'académie, les vœux générés seront « *tout poste en établissement dans un groupement de communes* » puis « *tout poste en établissement dans un autre groupement de communes* », selon un ordre défini académiquement (cf. **annexe VI**).

Ainsi, au sein de chaque vœu large, l'agent traité en extension est candidat pour chacun des postes vacants de l'aire géographique considérée et son affectation ne doit pas s'opérer au détriment des candidats ayant exprimé des vœux précis. En effet, l'agent en extension doit être considéré comme pouvant être satisfait sur un autre poste de l'aire géographique considérée.

Lorsque le 1<sup>er</sup> vœu est un vœu « *département* », l'extension s'effectue à partir de la ville du chef-lieu du département.

Toutefois, lorsque le département de la Marne est demandé en vœu n°1, l'extension des vœux s'effectue à partir de la commune de Reims.

**Il est donc conseillé aux personnels, devant impérativement obtenir une affectation définitive, de formuler un premier vœu précis pour guider leur affectation, puis d'exprimer un maximum de vœux et notamment des vœux larges, tels que « commune », « groupement de communes », « département », afin d'éviter d'être traités en extension.**

Ce traitement exclut les affectations sur les postes spécifiques académiques.

Dans le cas d'une mutation simultanée non satisfaite et quand l'un des deux agents doit obligatoirement recevoir une affectation au mouvement intra-académique, la procédure d'extension, pour ce dernier, s'effectuera à partir de l'affectation du conjoint.

## 1.7. Les résultats du mouvement

A l'issue des opérations de mouvement, le 14 juin 2019, tous les titulaires de l'académie auront une affectation à titre définitif, soit dans un établissement, soit sur une zone de remplacement. Les résultats définitifs du mouvement seront communiqués sur I-Prof (SIAM) au fur et à mesure de la tenue des CAPA.

Dans les plus brefs délais et au maximum dans les huit jours suivant la publication des résultats sur I-Prof (SIAM), l'agent relevant d'un des **cas de force majeure** énumérés à l'article 6 de l'arrêté rectoral du 25 février 2019, devra adresser au rectorat **une demande de révision dûment motivée** décrivant sa situation et l'affectation souhaitée. Ces demandes seront examinées en groupe de travail et les modifications seront communiquées sur I-Prof (SIAM) immédiatement après.

Un groupe de travail portera ensuite sur l'affectation sur moyens provisoires, tout d'abord celle des titulaires affectés sur zone de remplacement dans la ou les zones où se dégage le support, puis celle des stagiaires et des non titulaires.

## 1.8. La phase d'ajustement

Elle concerne tous les CPE **affectés sur zone de remplacement** dans le cadre du mouvement ou déjà titulaires d'une zone. Après la tenue des instances paritaires traitant du mouvement, les TZR pourront faire connaître leur souhait :

- soit d'obtenir un poste à l'année **en formulant 5 vœux** pour des établissements, des communes ou des groupements de communes, en précisant éventuellement le type d'établissement.
- soit d'effectuer des remplacements.

Cependant, la priorité d'affectation sera sur des postes restés vacants à l'issue du mouvement.

Les personnels concernés recevront courant juin un courrier précisant la procédure. La saisie des vœux sur l'application dédiée devra être effectuée **du 17 au 23 juin 2019**. Les CPE qui ne formuleront aucun souhait seront considérés comme choisissant d'effectuer des remplacements.

Les affectations seront ensuite traitées **le 1<sup>er</sup> juillet 2019**.



## 2. Les bonifications liées à la situation familiale

L'attribution des bonifications liées à la situation familiale suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

Toute fausse déclaration ou pièce justificative, identifiée(s) même postérieurement à la réunion des instances paritaires, entraînera la perte du bénéfice de la mutation obtenue et d'éventuelles poursuites disciplinaires pour manquement au devoir de probité.

### 2.1. Rapprochement de conjoints

Sont prises en compte les situations suivantes :

- agents mariés au plus tard le 31 août 2018 ;
- agents liés par un pacte civil de solidarité (PACS) établi au plus tard le 31 août 2018 ;
- agents ayant un enfant, né et reconnu par les deux parents au plus tard le 31 décembre 2018, ou ayant reconnu par anticipation au plus tard le 31 décembre 2018 un enfant à naître. Les enfants adoptés ouvrent les mêmes droits.

Les participants ayant à charge un ou des enfants âgé(s) de 18 ans au plus au 31 août 2019 et exerçant **l'autorité parentale conjointe** peuvent, sous les conditions définies au 2.3. se prévaloir des bonifications équivalentes à celles prévues dans le cadre du dispositif « rapprochement de conjoint ».

Le conjoint doit exercer une activité professionnelle ou être étudiant engagé dans un cursus d'au minimum trois années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours et dès lors qu'il n'est pas possible de changer d'établissement jusqu'à l'obtention du diplôme ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, après cessation d'une activité professionnelle intervenue après le 31 août 2016.

En cas d'inscription auprès de Pôle emploi, le rapprochement pourra porter sur la résidence privée sous réserve qu'elle soit compatible avec l'ancienne résidence professionnelle.

En cas de rapprochement de conjoint, si l'agent est affecté dans l'académie de son conjoint, le premier vœu départemental formulé doit correspondre à la résidence professionnelle ou privée du conjoint. S'il est affecté dans une académie limitrophe pour les titulaires et dans toute autre académie pour les stagiaires, le premier vœu départemental doit correspondre au département le plus proche de la résidence professionnelle ou privée du conjoint. L'attribution des bonifications liées au rapprochement de conjoints suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

#### Bonifications :

- **150,2 points** sont accordés pour tout vœu « département », « toute zone de remplacement du département », « toute zone de remplacement de l'académie », à condition que les premiers vœux « département » ou « toute zone de remplacement du département » correspondent à la résidence professionnelle ou privée du conjoint.
- **50,2 points** sont accordés pour les vœux de type « commune », « groupement de communes » ou « zones de remplacement » dès lors que le premier vœu infra-départemental est situé dans le département de résidence du conjoint.
- **100 points** sont attribués par enfant à charge de 18 ans au plus au 31 août 2019.

#### Années de séparation :

- pour les agents en activité, **190 points** sont accordés pour une année scolaire de séparation, **325 points** pour deux années scolaires de séparation, **475 points** pour trois années scolaires de séparation et **600 points** pour quatre années scolaires de séparation et plus, pour le département de résidence professionnelle du conjoint, dès lors que celui-ci est formulé en premier vœu départemental, et pour les

autres départements, ainsi que pour les vœux du type « toute zone de remplacement du département » (ZRD), « toute zone de remplacement de l'académie » (ZRA) et « académie » (ACA).

Seuls les titulaires, y compris le conjoint d'un fonctionnaire stagiaire assuré d'être nommé dans une académie et les stagiaires précédemment titulaires d'un autre corps de personnels d'enseignement, d'éducation et psychologue de l'éducation nationale bénéficient de ces bonifications pour année de séparation. Les fonctionnaires stagiaires peuvent également prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur année de stage.

Pour les agents **placés en congé parental ou en disponibilité pour suivre le conjoint** :

- **95 points** sont accordés pour la première année soit 0.5 année de séparation,
- **190 points** sont accordés pour deux ans soit 1 année de séparation,
- **285 points** sont accordés pour trois ans soit 1.5 année de séparation,
- **325 points** sont accordés pour quatre ans et plus soit 2 années de séparation.

Le tableau suivant précise les différents cas de figure pouvant se présenter, avec mention pour chacun des années de séparation retenues et des bonifications afférentes :

Congé parental ou disponibilité pour suivre le conjoint						
		0 année	1 année	2 années	3 années	4 années et +
<b>Activité</b>	<b>0 année</b>	0 année	½ année	1 année	1 année 1/2	2 années
		<b>0 point</b>	<b>95 points</b>	<b>190 points</b>	<b>285 points</b>	<b>325 points</b>
	<b>1 année</b>	1 année	1 année ½	2 années	2 années 1/2	3 années
		<b>190 points</b>	<b>285 points</b>	<b>325 points</b>	<b>420 points</b>	<b>475 points</b>
	<b>2 années</b>	2 années	2 années ½	3 années	3 années 1/2	4 années
		<b>325 points</b>	<b>420 points</b>	<b>475 points</b>	<b>570 points</b>	<b>600 points</b>
	<b>3 années</b>	3 années	3 années ½	4 années	4 années	4 années
		<b>475 points</b>	<b>570 points</b>	<b>600 points</b>	<b>600 points</b>	<b>600 points</b>
	<b>4 années et +</b>	4 années	4 années	4 années	4 années	4 années
		<b>600 points</b>	<b>600 points</b>	<b>600 points</b>	<b>600 points</b>	<b>600 points</b>

Pour chaque année de séparation demandée, la situation de séparation doit être justifiée et sa durée être égale à au moins 6 mois effectifs par année scolaire considérée.

Ne sont pas considérés comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité autre que la disponibilité pour rapprochement de conjoint ;
- les périodes de position de non activité ;
- les congés de longue durée et de longue maladie ;
- le congé pour formation professionnelle ou pour études ;
- les années pendant lesquelles le conjoint est inscrit à Pôle Emploi ou effectue son service civique ;
- les années pendant lesquelles l'agent n'est pas titulaire d'un poste dans l'éducation nationale (détachement...).

**Pièces justificatives :**

- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant ;
- les certificats de grossesse, délivrés au plus tard le 31 décembre 2018 sont recevables à l'appui d'une demande de rapprochement de conjoints. Pour bénéficier de cette disposition, l'agent non marié doit joindre une attestation de reconnaissance anticipée au plus tard le 31 décembre 2018 ;
- justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité et/ou extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du PACS ;
- attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle du conjoint (CDI, CDD sur la base des bulletins de salaire ou des chèques emploi service, immatriculation au registre du commerce ou au

*répertoire des métiers, ...), sauf si celui-ci est agent du ministère de l'éducation nationale. En cas de chômage, il convient en plus de fournir une attestation récente d'inscription à Pôle emploi et de joindre une attestation de la dernière activité professionnelle interrompue après le 31 août 2016, ces deux éléments servant à vérifier l'ancienne activité professionnelle du conjoint ;*

*- pour les chefs d'entreprise, les commerçants, les artisans et les auto-entrepreneurs ou structures équivalentes, joindre une attestation d'immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers ainsi que toutes pièces attestant de la réalité de l'activité et de son lieu d'exercice effectif (par exemple : déclaration récente de montant du chiffre d'affaires, bail commercial, preuves d'achat du matériel nécessaire à l'activité professionnelle, preuves de commercialisation récente de produits ou prestations...);*

*- la promesse d'embauche pourra être considérée comme pièce justificative recevable sous réserve qu'elle soit accompagnée d'une déclaration sur l'honneur du conjoint au candidat à la mutation d'engagement à occuper le poste proposé par le futur employeur ;*

*- pour les étudiants engagés dans un cursus d'au minimum trois années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours, toutes pièces pouvant être délivrées par l'établissement de formation justifiant la situation (attestation d'inscription, attestation de réussite au concours...);*

*- pour les ATER ou doctorants contractuels, joindre une copie du contrat précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, et les bulletins de salaire correspondant ;*

*- pour les demandes de rapprochement de conjoints portant sur la résidence privée, toute pièce utile s'y rattachant (facture EDF, quittance de loyer, copie du bail ...).*

## 2.2. Mutations simultanées entre 2 conjoints fonctionnaires

Une fois nommés dans l'académie à l'issue du mouvement inter-académique au titre d'une mutation simultanée, les deux agents doivent obligatoirement formuler une demande de mutation simultanée afin d'être affectés dans le même département. Les personnels qui n'auraient pas formulé leur demande au mouvement inter-académique peuvent néanmoins le faire au mouvement intra-académique.

L'attribution des bonifications liées aux mutations simultanées suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement. **Il est obligatoire de formuler les mêmes vœux dans le même ordre.**

### Bonifications :

**150 points** sont accordés aux conjoints titulaires ou stagiaires sur les vœux de type « département », « toute zone de remplacement du département », « académie » et « toute zone de remplacement de l'académie ».

Les bonifications familiales (enfants, années de séparation) sont identiques à celles du rapprochement de conjoint.

Une demande de mutation simultanée peut également être effectuée par des agents non conjoints mais cette demande ne sera en aucun cas bonifiée.

### Pièces justificatives :

*- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant ;*

*- ou certificat de grossesse délivré au plus tard le 31 décembre 2018 avec une attestation de reconnaissance anticipée au plus tard le 31 décembre 2018 ;*

*- ou justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un pacte civil de solidarité et extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du Pacs.*

## 2.3. Autorité parentale conjointe

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le regroupement de la cellule familiale autour de l'enfant. Sont concernés les personnels ayant à charge au moins un enfant de 18 ans au plus au 31 août 2019 et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée ou garde partagée ou droit de visite). Les personnels dans cette situation peuvent - sous réserve de produire les pièces justificatives demandées - bénéficier de toutes les bonifications liées à la demande de rapprochement de conjoints, si l'autre parent exerce une activité professionnelle dans les conditions définies au 2.1.

### Bonifications :

- Une bonification de **150,2 points** est accordée pour tout vœu « département », « toute zone de remplacement du département », « toute zone de remplacement de l'académie », à condition que les premiers vœux « département » ou « toute zone de remplacement du département » correspondent à la résidence professionnelle ou privée du conjoint.
- Une bonification de **50,2 points** est accordée pour les vœux de type « commune », « groupement de communes » ou « zones de remplacement » dès lors que le premier vœu infra-départemental est situé dans le département de résidence du conjoint.
- **100 points** supplémentaires sont attribués pour chaque enfant.

### Pièces justificatives :

- les décisions de justice et/ou justificatifs définissant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement ;
- la photocopie du livret de famille ou un extrait d'acte de naissance de l'enfant ;
- toutes pièces justificatives liées à l'activité professionnelle de l'autre parent (Cf. point 2.1).

## 2.4. Situation de parent isolé

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter la situation des personnes exerçant seules l'autorité parentale ayant à charge un ou des enfants d'exactly 18 ans ou moins au 31 août 2019, sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant (facilité de garde quelle qu'en soit la nature, proximité de la famille...).

L'attribution des bonifications liées à ce titre (parent veuf, non remarié ou célibataire) suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

### Bonifications :

La bonification est de **150 points** pour les vœux de type « département », « toute zone de remplacement du département », « académie » et « toute zone de remplacement de l'académie ».

Elle est de **50 points** pour les vœux de type « commune », « groupement de communes » et « zone de remplacement ».

La bonification pour enfants est identique à celle du rapprochement de conjoints.

### Pièces justificatives :

- Photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance ou de toute pièce officielle attestant de l'autorité parentale unique.
- Toute pièce attestant que la demande de mutation améliorera les conditions de vie de l'enfant (proximité de la famille, facilité de garde quelle qu'en soit la nature...).

### 3. Les bonifications liées au handicap ou à une situation médicale ou sociale grave

#### 3.1. Bonifications pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE - article L. 5212-13 du code du travail) peuvent obtenir, après examen de leur situation, une majoration de points au barème. Cela peut concerner l'agent qui a la qualité de BOE ou son conjoint reconnu travailleur handicapé. La maladie grave, ou la reconnaissance du handicap d'un enfant peut également être prise en compte.

Un dossier (**annexe II a**) comportant toutes les pièces justificatives (notamment la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) doit être adressé au médecin de prévention du rectorat **pour le 1<sup>er</sup> avril 2019 date limite.**

Une bonification de **1000 points** pourra leur être attribuée par la rectrice, sur un ou plusieurs vœux, seulement s'il est considéré, après avis du médecin de prévention du rectorat et du groupe de travail académique, que la mutation intra-académique peut améliorer leur condition de vie. Cette priorité n'est pas systématiquement accordée. Le vœu bonifié doit être un vœu large (commune, groupement de communes, département).

Les personnels nommés dans l'académie à l'issue du mouvement inter-académique transmettront à nouveau leur dossier initialement établi au titre du handicap au médecin de prévention du rectorat.

Les agents formulant une demande au titre de la mutation simultanée bénéficient tous les deux de la bonification de 1000 points si elle est attribuée par la rectrice à l'un des agents.

Les agents ayant à titre personnel la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, et qui ne bénéficieraient pas de la bonification de 1000 points, auront une bonification de **150 points** sur les vœux GEO, DPT et ACA.

#### 3.2. Bonifications au titre d'une situation médicale ou sociale grave

Les personnels souhaitant faire valoir une situation médicale grave (sans reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) ou une situation sociale grave peuvent adresser, **pour le 1<sup>er</sup> avril 2019**, par le biais de l'**annexe II a ou de l'annexe II b**, un dossier médical complet au médecin de prévention du rectorat ou un dossier social complet à l'assistant social de leur département d'affectation. Après instruction, ce dossier, s'ils sont issus de l'académie, sera transmis à la conseillère technique de service social de la rectrice qui émettra un avis motivé.

Le groupe de travail chargé d'examiner les priorités relevant du handicap étudiera également ces situations médicales / sociales graves.

Une bonification de **150 points** pourra être attribuée aux candidats dont le traitement à ce titre est jugé prioritaire, sous réserve de l'amélioration de la situation de l'agent.

Les bonifications de 1000 points et de 150 points décrites ci-dessus ne sont pas cumulables.

## 4. Les bonifications liées à l'éducation prioritaire

### Personnels affectés l'année du mouvement en éducation prioritaire :

Les personnels qui justifient au moment de la demande **d'au moins 5 ans d'exercice effectif et continu**, dans le même établissement classé REP ou REP+, bénéficieront d'une bonification : de **150 points** pour les établissements classés REP et de **300 points** pour les établissements classés REP+.

Dans les deux cas, la bonification s'applique sur tout type de vœux.

Les TZR peuvent bénéficier de ces bonifications au barème dans les conditions suivantes :

- adresser une demande écrite au rectorat DRH-DPE accompagnée des arrêtés d'affectation correspondants avec le formulaire de confirmation des vœux ;
- justifier de 5 ans d'affectations, à l'année (AFA), en remplacement (REP) ou en suppléance (SUP), dans des établissements REP ou REP+ (même établissement ou établissements différents) durant une année scolaire complète, pour une quotité égale ou supérieure à 50% ;
- toute affectation sur un poste hors établissement REP ou REP+ interrompt l'éligibilité aux dites bonifications.

### Personnels sur postes précédemment APV (affectations prioritaires à valoriser) :

Un dispositif transitoire est maintenu, dans le cadre du mouvement 2019, pour les seuls personnels exerçant dans les lycées ex-APV (*lycée Vauban de Givet, lycée polyvalent Jean Moulin de Revin, lycée professionnel Denis Diderot de Romilly sur Seine, lycée Blaise Pascal de Saint-Dizier*).

Ces agents se verront attribuer les bonifications forfaitaires : de **40 points** s'ils ont accompli 1 an ou 2 ans d'exercice effectif et continu, de **60 points** pour 3 ans, de **80 points** pour 4 ans, de **150 points** pour 5 ans, de **160 points** pour 6 ans, de **165 points** pour 7 ans et de **170 points** pour 8 ans et plus.

L'ancienneté sera celle acquise au **31 août 2015**.

**Tableau récapitulatif des bonifications affectations en éducation prioritaire**

Classement de l'établ. depuis la rentrée 2014	Mouvement 2019 pour les collèges	Mouvement 2019 pour les lycées ex-APV
REP+ et pol. ville	5 ans et plus : <b>300 points</b>	1 ou 2 ans d'exercice effectif et continu : <b>40 points</b> / 3 ans : <b>60 points</b> / 4 ans : <b>80 points</b> / 5 ans : <b>150 points</b> / 6 ans : <b>160 points</b> / 7 ans : <b>165 points</b> / 8 ans et plus : <b>170 points</b>
REP	5 ans et plus : <b>150 points</b>	
Non REP+, non REP, non ville	0 point	

## 5. Les bonifications liées à une mesure de carte scolaire

Les personnels concernés par une fermeture d'établissement ou une suppression de poste dans leur établissement à la rentrée 2019 sont considérés en mesure de carte scolaire.

### 5.1. Modalités de sélection des personnels concernés par une mesure de carte scolaire

- **Si plusieurs agents sont volontaires pour quitter l'établissement** où le poste est supprimé ou transformé, la mesure de carte scolaire sera donnée au profit de celui qui a obtenu le nombre de points le plus important au barème retenu pour le mouvement national à gestion déconcentrée (partie fixe du barème = ancienneté de service traduite en terme d'échelon + ancienneté de poste qui tient compte, le cas échéant, d'une(des) précédente(s) mesure(s) de carte scolaire).

En cas d'égalité de barème, le choix s'effectue en faveur de celui qui a le plus grand nombre d'enfants à charge de moins de 18 ans, et en cas d'égalité de nombre d'enfants, en faveur de l'agent le plus âgé.

- **Si aucun agent n'est volontaire pour quitter l'établissement**, la mesure de carte s'appliquera à l'agent ayant la plus faible ancienneté dans l'établissement depuis son affectation à titre définitif (hors BOE - voir ci-dessous). Il ne s'agit pas nécessairement du dernier arrivant dans l'établissement, compte tenu du maintien de l'ancienneté acquise par un entrant dans l'établissement suite à une précédente mesure de carte de l'intéressé.

Lorsque plusieurs agents ont la même ancienneté dans l'établissement :

- c'est celui qui obtient le nombre de points le moins élevé au barème retenu pour les opérations du mouvement, au titre de l'ancienneté de service et l'ancienneté de poste cumulées (partie fixe du barème précitée),
- en cas d'égalité de barème, c'est celui qui a le plus petit nombre d'enfants à charge de moins de 18 ans,
- en cas d'égalité du nombre d'enfants à charge de moins de 18 ans, c'est l'agent le plus jeune qui est concerné par la mesure de carte.

- **La mesure de carte scolaire est annulée** lorsqu'un poste devient vacant dans le même établissement à l'issue du mouvement inter-académique : c'est alors le poste vacant à l'issue du mouvement inter-académique qui est supprimé ou transformé.

#### Calcul de l'ancienneté de poste :

- En cas de changement de corps ou de grade d'un personnel titulaire, l'ancienneté dans l'établissement se cumule avec celle acquise dans le nouveau corps et le nouveau grade, y compris l'année de formation.
- En cas de reconversion dans une autre discipline, l'ancienneté dans l'établissement se cumule avec celle acquise dans l'établissement de l'ancienne discipline et celle acquise dans le nouvel établissement de la nouvelle discipline, y compris la durée de formation.
- En cas de fusion entre deux établissements, l'ancienneté dans l'établissement avant fusion se cumule avec celle acquise dans l'établissement après fusion.
- Si un agent a déjà fait l'objet de mesure(s) de carte scolaire, son ancienneté dans l'établissement est calculée à partir de son installation dans le premier poste supprimé ou transformé.

**Remarques :**

- Les personnels affectés sur postes spécifiques ne sont pas concernés par une mesure de carte scolaire si la suppression s'applique à un poste « non spécifique » ;
- Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) ne sont pas concernés par une mesure de carte scolaire s'il existe d'autres agents affectés à titre définitif dans le même établissement (hors postes spécifiques).

## 5.2. Barème pour les personnels concernés par une mesure de carte scolaire

Les bonifications accordées ont pour objectif de réaffecter l'agent -en fonction des postes vacants- sur un poste de même nature au plus près de sa précédente affectation. L'affectation sur un vœu ainsi bonifié permet de conserver l'ancienneté de poste acquise.

Les personnels concernés bénéficient d'une majoration de barème de **1500 points** dans les cas suivants :

> **Fermeture d'établissement** : pour les vœux « commune », un ou plusieurs vœux « groupement de communes » et le vœu « académie » ; cette mesure s'applique également aux personnels titulaires de zone de remplacement subissant une mesure de carte scolaire et pour lesquels plus aucune zone de remplacement n'existe dans la discipline concernée au sein de l'académie ; le vœu « département correspondant » n'est pas obligatoire mais sera bonifié s'il est formulé.

> **Suppression de poste** : pour les vœux « ancien établissement », « commune », un ou plusieurs « groupement de communes » et « académie » ; le vœu « département correspondant » n'est pas obligatoire mais sera bonifié s'il est formulé.

Si l'agent formule le vœu « zone de remplacement » correspondant à son ancienne affectation ou le vœu « toute zone de remplacement » du département correspondant, il bénéficiera d'une bonification de **1500 points**, quel que soit le rang de ces vœux.

> **Suppression d'une zone de remplacement** (sauf lorsqu'il s'agit de la dernière ZR de l'académie : pour les vœux « ancienne zone de remplacement », « toute zone de remplacement du département », « toute zone de remplacement de l'académie ». Ces vœux sont obligatoires mais peuvent ne pas se suivre. Les vœux « tout poste dans le groupement de communes correspondant à la zone de remplacement » et le vœu « tout poste dans le département correspondant » seront bonifiés de **1000 points** pour les agents TZR, à titre définitif, dans l'académie de Reims, depuis 3 années consécutives au moins.

Pour les autres TZR (moins de 3 ans), une bonification de **0,10 point** sera appliquée sur le vœu « tout poste dans le groupement de communes correspondant à la zone de remplacement » et de **50 points** sur le vœu « tout poste dans le département correspondant ».

Ces vœux énoncés dans chaque cas ci-dessus sont obligatoires et doivent être formulés dans cet ordre mais peuvent ne pas se suivre.

L'affectation sur un vœu non bonifié entraîne la perte de l'ancienneté de poste.

Pour bénéficier des priorités liées à une mesure de carte scolaire en établissement, les personnels ne devront exclure aucun type d'établissement, de section. Dans ces cas, les agents bénéficient d'une priorité illimitée dans le temps à la condition qu'ils n'aient pas, depuis l'intervention de la mesure de carte scolaire, fait l'objet à leur demande d'une mutation hors de l'académie.

Il est possible, après avoir saisi les vœux bénéficiant de la majoration carte scolaire, de faire figurer des vœux indicatifs et précis d'établissements désirés, afin de faire connaître l'ordre de préférence au sein d'un vœu large.



## 6. Les bonifications liées à certaines situations personnelles ou administratives

### 6.1. Réintégration à divers titres

Une bonification de **500 points** est attribuée pour le vœu « département » et pour le vœu « toutes zones de remplacement » du département correspondant à l'affectation précédente, ainsi que pour les vœux « académie » et « toute zone de remplacement de l'académie » :

- aux titulaires gérés par l'académie et souhaitant réintégrer après une disponibilité, un congé (longue durée ou pour études) ou une affectation dans un poste adapté avec libération de poste.
- aux personnels gérés hors académie (détachement, affectation en Collectivité d'Outre-Mer) ou mis à disposition ;
- aux personnels réintégrant après avoir occupé un emploi fonctionnel ou été affectés dans un établissement d'enseignement privé sous contrat.

L'attribution de cette bonification suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

A noter : Pour les agents placés dans les positions précitées **avant le 1<sup>er</sup> septembre 2014**, la bonification est de **1000 points**.

### 6.2. Personnels en détachement appartenant précédemment à un autre corps de la fonction publique

Une bonification de **150 points** est accordée pour le vœu « groupement de communes » et pour le vœu « zone de remplacement » correspondant au groupement de communes, lors de la première participation obligatoire à la phase intra dans le corps d'accueil. Elle est de **500 points** pour le vœu « département » et pour le vœu « toutes zones de remplacement » du département correspondant à l'ancienne affectation avant détachement ou réussite au concours, ainsi que pour les vœux « académie » et « toute zone de remplacement de l'académie ».

L'attribution de cette bonification suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

### 6.3. Stagiaires

Les **fonctionnaires stagiaires ex-enseignants contractuels du second degré** de l'Education nationale, ex-CPE contractuels, ex-Psyen contractuels, ex-MA garantis d'emploi, ex-AED, ex-AESH, ex-EAP et ex contractuels en CFA, bénéficient -lorsque ces mêmes points leur ont été accordés dans le cadre du mouvement inter-académique- d'une bonification pour les vœux « département », « toute zone de remplacement du département », « académie » et « toute zone de remplacement de l'académie ». Il est nécessaire d'avoir exercé ces fonctions durant une année scolaire en équivalent temps plein, au cours des deux années scolaires précédant le stage.

S'agissant des ex emplois d'avenir professeurs (EAP), ils doivent justifier de 2 années de service en cette qualité.

Cette bonification est attribuée en fonction du classement au 1<sup>er</sup> septembre 2018 :

- jusqu'au 3<sup>ème</sup> échelon : **150 points** ;
- au 4<sup>ème</sup> échelon : **165 points** ;
- au 5<sup>ème</sup> échelon et au-delà : **180 points**.

Les **autres fonctionnaires stagiaires** ainsi que les personnels qui étaient stagiaires dans un centre de formation de psychologue de l'éducation nationale (non ex fonctionnaires ou ex contractuels de l'éducation nationale) se verront attribuer à leur demande et pour une seule année au cours d'une période de 3 ans, une bonification de **10 points** pour leur premier vœu formulé, s'ils l'ont utilisée au mouvement inter-académique.

Ces personnels qui n'auraient pas utilisé cette bonification de 10 points au mouvement inter-académique 2019, pourront l'utiliser au mouvement intra-académique 2019. Dès lors, ces points ne pourront plus être utilisés lors d'un prochain mouvement.

**Clause de sauvegarde :** Les personnels qui n'auraient pas utilisé la bonification de 50 points prévue aux mouvements 2017 ou 2018, lors de leur année de stage en 2016-2017 ou 2017-2018, pourront en faire la demande dans le cadre des mouvements intra-académique 2019 ou 2020, dans la limite des 3 ans. La bonification accordée restera alors valorisée à 50 points.

#### 6.4. Sportifs de haut niveau

Une bonification de **150 points** pour les vœux « groupement de communes » et « zone de remplacement » correspondant au groupement de communes et de **500 points** pour les vœux « département » et « toute zone de remplacement » du département correspondant au centre d'entraînement est attribuée aux sportifs de haut niveau lors de leur première affectation à titre définitif.

L'attribution de cette bonification suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

## 7. Les bonifications de valorisation de certains vœux d'affectation

### 7.1. Vœu préférentiel

Une bonification de **20 points par an** est attribuée, dès l'année où l'agent exprime, pour la deuxième fois consécutive, le même premier vœu « zone de » que le premier vœu « zone de » exprimé l'année précédente. Il y a obligation d'exprimer chaque année de manière consécutive en premier rang le même vœu « zone de ».

En cas d'interruption ou de changement de « stratégie » (exemple : alternance d'une demande au titre du rapprochement de conjoints et d'une mutation pour convenances personnelles), les points cumulés sont perdus (sans cumul avec les bonifications familiales).

Pour bénéficier de cette bonification liée au vœu préférentiel, les agents doivent en faire expressément la demande sur le formulaire de confirmation des vœux à retourner au rectorat en joignant la confirmation des vœux de l'an passé.

Le cumul de cette bonification n'est pas possible avec les bonifications familiales. En outre, pour qu'elle soit accordée, le vœu géographique doit être fait sans restriction.

### 7.2. Stabilisation des titulaires sur zone de remplacement

Les personnels affectés dans des fonctions de remplacement sollicitant leur stabilisation bénéficient d'une bonification de **80 points** pour le vœu départemental et pour le vœu « groupement de communes » (vœu « zone de ... ») correspondant à la zone de remplacement d'affectation définitive. Cette attribution suppose que l'agent ait demandé tout type d'établissement.

### 7.3 Affectation en éducation prioritaire

Les postes vacants des établissements classés REP et REP + sont offerts au mouvement intra-académique, avec des valorisations spécifiques décrites ci-dessous.

**Etablissements REP+ et REP de l'académie de Reims au 1<sup>er</sup> septembre 2015** (arrêtés ministériels du 30 janvier 2015) :

	10 établissements REP+	20 établissements REP
<b>Ardennes</b>	Collège Le Lac de Sedan	Collège Jules Ferry de Bogny-sur-Meuse
	Collège Léo Lagrange de Charleville-Mézières	Collège Les Aurains de Fumay
	Collège R. Salengro de Charleville-Mézières	Collège George Sand de Revin
		Collège Rouget de Lisle de Charleville-Mézières
		Collège Scamaroni de Charleville-Mézières
<b>Aube</b>		Collège Jean Rogissart de Nouzonville
		Collège Pasteur de Vrigne-aux-Bois
	Collège Albert Camus de La Chapelle Saint Luc	Collège Le Noyer Marchand de Romilly sur Seine
	Collège Pierre Brossolette de La Chapelle Saint Luc	Collège Paul Langevin de Romilly sur Seine
		Collège Les Jacobins de Troyes
<b>Marne</b>		Collège Marie Curie de Troyes
		Collège P. et F. Pithou de Troyes
	Collège Colbert de Reims	Collège François Legros de Reims
	Collège Georges Braque de Reims	Collège Maryse Bastié de Reims
	Collège Joliot Curie de Reims	Collège Les Trois Fontaines de Reims
<b>Haute-Marne</b>	Collège Paul Fort de Reims	Collège Les Indes de Vitry-le-François
		Collège Louis Pasteur de Sermaize les Bains
	Collège Anne Frank de Saint-Dizier	Collège La Rochotte de Chaumont
		Collège Cressot de Joinville
		Collège Luis Ortiz de Saint-Dizier

Voir aussi la [page du site académique dédiée à l'éducation prioritaire](#)

19

**Valorisation des vœux précis pour les établissements classés REP et REP +**

Les personnels souhaitant être candidats pour une affectation en établissement de l'éducation prioritaire classé REP et REP+ (vœu précis établissement) pourront bénéficier d'une valorisation de leur vœu de **80 points**, et ainsi être traités en priorité, par rapport à un personnel ayant formulé un vœu large.

A noter : Cette bonification de 80 points s'applique également au vœu « commune » dont tous les établissements relèvent de l'éducation prioritaire.

**Valorisation supplémentaire des vœux de rang 1 pour les établissements REP+**

Pour les 10 établissements relevant du classement REP+, les personnels pourront bénéficier d'une bonification supplémentaire de **500 points** si les 3 conditions suivantes sont remplies :

- Il doit s'agir d'un vœu précis établissement REP+ placé au 1<sup>er</sup> rang des vœux (et éventuellement les rangs suivants sans discontinuité) sur un poste déclaré vacant ou susceptible d'être vacant.
- Les candidats doivent obligatoirement être auditionnés par la commission académique.
- La commission académique donne, après l'audition, un avis favorable aux candidats ayant le profil requis pour exercer dans l'établissement REP+ demandé. Pour chaque poste, il peut y avoir un ou deux avis favorables.

Les personnels ayant placé en vœu 1 un établissement REP+ recevront une convocation pour l'audition qui devrait avoir lieu fin avril 2019.

## 8. Les éléments communs pris en compte, liés à l'ancienneté

### 8.1. Ancienneté de service (échelon)

Il s'agit de l'échelon acquis au 31 août 2018 par promotion et au 1<sup>er</sup> septembre 2018 par classement initial ou reclassement.

- **Classe normale** : **14 points** du 1<sup>er</sup> au 2<sup>ème</sup> échelon et **7 points** par échelon à partir du 3<sup>ème</sup>.
- **Hors Classe** : **56 points** forfaitaires + **7 points** par échelon
- **Classe exceptionnelle** : **77 points** forfaitaires + **7 points** par échelon dans la limite de **98 points**.

Pour les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de fonctionnaires, non reclassés à la date de stagiarisation, l'échelon pris en compte est celui acquis dans le grade précédent.

20

### 8.2. Ancienneté de poste

- **20 points** par année de service dans le poste actuel en tant que titulaire ou dans le dernier poste occupé avant une mise en disponibilité, un congé ou une affectation à titre provisoire.
- **20 points** pour une période de service national actif accomplie immédiatement avant une première affectation en qualité de titulaire.
- **50 points** supplémentaires par tranche de 4 années d'ancienneté dans le poste.

Les **conseillers en formation continue** (CFC) qui souhaitent participer au mouvement intra-académique verront leurs années d'ancienneté dans les fonctions de CFC s'ajouter aux années d'ancienneté acquises dans le poste précédent.

Le **détachement en qualité de personnel de direction ou d'inspection** stagiaire n'est, de même, pas interruptif de l'ancienneté de poste.

Pour les **personnels sur poste adapté** est prise en compte l'ancienneté dans l'ancien poste augmentée du nombre d'années déjà effectuées sur un poste adapté.

#### Personnels affectés dans des fonctions de remplacement :

Les personnels TZR bénéficieront d'une bonification supplémentaire de **20 points** par année d'ancienneté sur la zone actuelle.